



REGARDS DU SUD

En Bolivie, au Salvador et ailleurs, les populations résistent aux tentatives de faire de l'eau une simple marchandise.



L'OR BLEU

Maude Barlow et Tony Clarke sont en croisade contre la privatisation et la mainmise des multinationales sur l'eau. Entretien.

België-Belgique

P.P./P.B.

B-010

AUTORISATION DE FERMETURE
B-010

Globo

TRIMESTRIEL D'OXFAM-SOLIDARITE - NUMERO 2 - MAI 2003

Tout n'est pas à vendre



Oxfam
Solidarité

Un autre monde.
Justement!

Faits et gens

30.000 morts par jour !

2,4 milliards de personnes ne disposent pas de services sanitaires de base et 1,5 milliards n'ont pas accès à une eau potable saine. Conséquence : 30.000 personnes – dont 6.000 enfants – meurent chaque jour de maladies liées au manque d'eau potable. Des mégapoles comme Mexico-city, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Casablanca, Manille, Karachi, Delhi, Jakarta, Hanoï, Shanghai ou Séoul voient 30 à 40% de leur population privée d'accès à une eau potable saine.

(The new Scientist, 7 septembre 2002).



Eau empoisonnée.



13 millions d'habitants aux Etats-Unis sont reliés à de l'eau de distribution qui contient trop d'arsenic selon les normes de l'Organisation mondiale de la santé. La pollution de l'eau est encore bien pire dans le Sud. 100.000 villages du Nord de l'Inde utilisent de l'eau à forte concentration en fluor ce qui engendre la fluorose (anémie, caries, ostéoporose). Au Bangladesh, 20 millions d'habitants consomment de l'eau contaminée à l'arsenic, cause de cancers et de maladies de la peau. 33 millions de Chinois puisent une eau contenant du radon 222, un élément radioactif et cancérigène.

Oscar Olivera.

Ce machiniste de 45 ans originaire de Cochabamba (Bolivie) est à la tête du mouvement contre la privatisation de l'entreprise locale d'eau par la multinationale américaine Bechtel. En avril 2000, il s'est rendu à Washington : "J'aimerais rencontrer James Wolfensohn, le patron de la Banque mondiale, pour lui expliquer pourquoi la privatisation a été une attaque directe contre les pauvres de Bolivie", a-t-il alors déclaré. "Les familles qui ont un revenu mensuel de 100 dollars ont vu leur facture d'eau grimper à 20 dollars par mois – plus que ce qu'elles dépensent pour leur nourriture. J'aimerais inviter M. Wolfensohn à venir à Cochabamba pour qu'il constate la réalité qu'il ne peut apparemment pas voir de son bureau de Washington".

Apartheid.

600.000 fermiers Blancs d'Afrique du Sud irriguent intensivement leurs champs et utilisent 60% de l'eau disponible. 15 millions de Noirs sud-africains n'ont pas accès à l'eau potable. La ségrégation existe toujours dans ce domaine en Afrique du Sud. Et c'est aussi le cas pour les territoires occupés par Israël depuis 1967. Plus de la moitié des villages palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie ne sont pas raccordés à l'eau potable. Toutes les colonies juives jouissent pourtant des services de la société israélienne de distribution Mekhorot. Dans les villages palestiniens, la profondeur des puits ne

peut dépasser 140 mètres. Dans les colonies juives, ceux-ci peuvent atteindre 800 mètres. Depuis le début de l'occupation en 1967, les Palestiniens n'ont quasiment jamais reçu d'autorisation du gouvernement militaire pour creuser de nouveaux puits.

Organisation mondiale du commerce (OMC).

1er janvier 1995 : l'OMC démarre ses activités. L'organisation devient l'endroit où le commerce mondial sera constamment négocié. Elle a quatre mandats : contrôler l'application des accords internationaux de libre-échange, évaluer la politique commerciale des 145 pays membres, élargir constamment le libre-échange à de nouveaux domaines via les "rounds" de négociations, arbitrer les conflits commerciaux entre les pays. L'OMC intervient directement sur les politiques nationales des Etats mais aussi des régions, provinces et communes.



Juge et gendarme.

L'OMC veille scrupuleusement à ce que les politiques nationales de chaque Etat membre ne soient pas des "obstacles" au commerce international. L'Organe de Règlement des Différends, une instance de l'OMC, prononce des jugements contraignants sur le plan du Droit international et imposent des mesures strictes aux Etats qui "troublent" le libre-échange et la libre concurrence. En réalité, l'OMC est l'organisation la plus puissante de la planète. Elle est en même temps juge et gendarme puisqu'elle dispose des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. L'OMC est au-dessus des institutions internationales et hors des Nations-Unies. Elle est l'une des institutions internationales les moins transparentes et démocratiques. Par son biais, les pays riches imposent toujours leur supériorité au reste du monde.



L'eau belge ?

La production et la distribution de l'eau dans notre pays sont (pour l'instant) aux mains des services publics, les intercommunales, sujettes au contrôle démocratique des parlementaires et des conseillers communaux. Neuf grandes intercommunales (sur une centaine d'entreprises d'eau) contrôlent 92% de la production totale d'eau potable. La Belgique produit tous les ans 700 millions de m³ d'eau potable. 80% arrivent directement chez le consommateur. Le reste se perd dans les fuites ou est distribué gratuitement à des entreprises d'utilité publique (pompiers, voirie). Chaque Belge consomme chaque jour 155 litres d'eau. Les entreprises d'eau emploient 7.015 personnes.



L'eau n'est pas à vendre

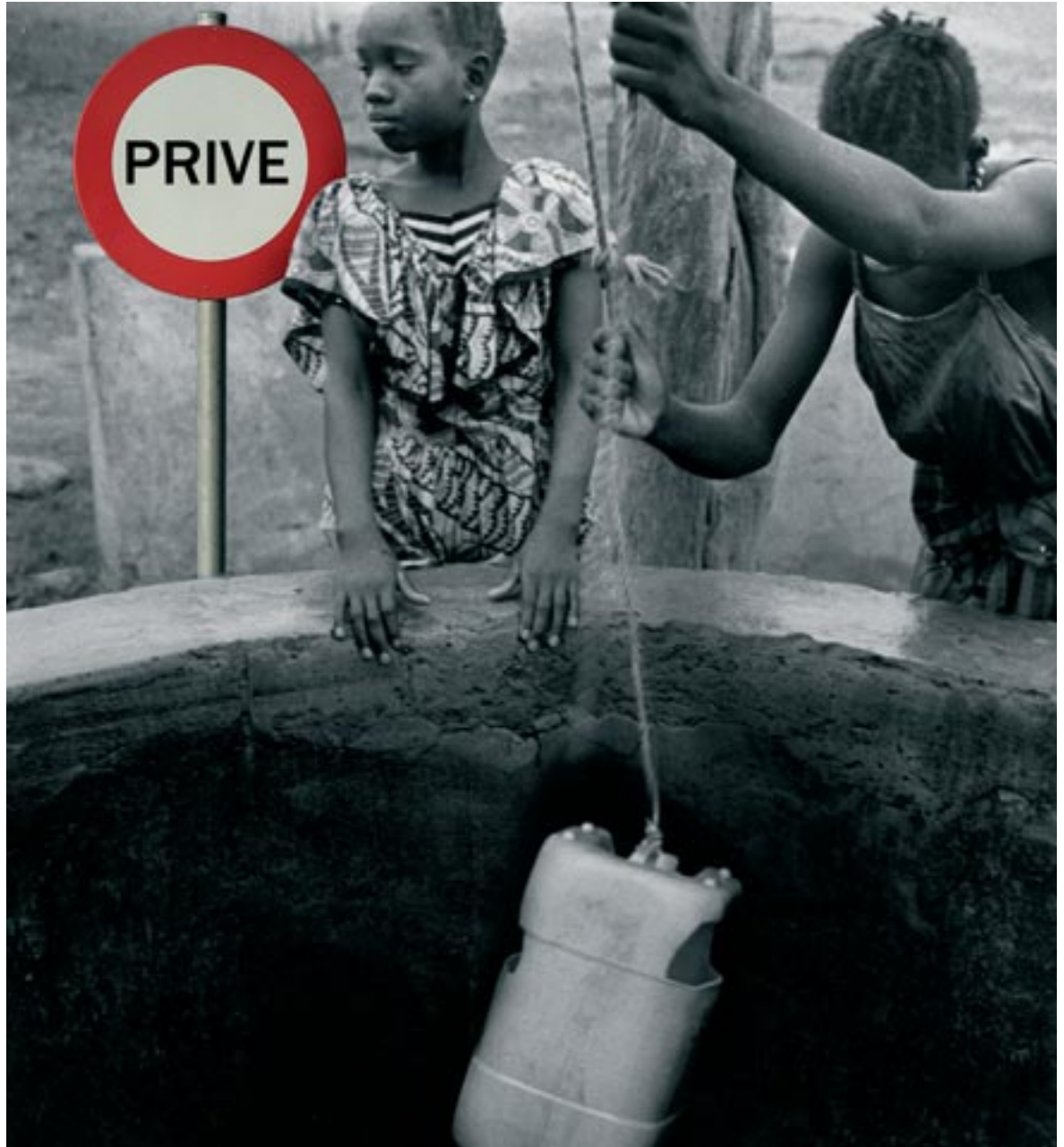
La vie passe avant le profit

Oxfam-Solidarité mène depuis plus d'un an une campagne dont l'élément liquide est le thème central. L'eau et les services qui lui sont liés – captation, traitement, distribution, assainissement – nous concernent tous. Ils sont aujourd'hui menacés.

Nos partenaires dans le Sud luttent depuis toujours pour l'accès aux droits sociaux de base : soins de santé, éducation, emploi, eau. Cette dernière, par sa valeur symbolique et les menaces qui pèsent sur elle, est devenue notre cheval de bataille, notre angle d'attaque pour aborder un sujet plus global mais aussi beaucoup plus abstrait et plus lointain en apparence : la marchandisation effrénée de tous les services sociaux de base. Ce processus est en cours dans les coulisses de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), des décisions lourdes de conséquences pour l'avenir de tous les citoyens de la planète sont prises à huis clos. Notre vie quotidienne en sera – et est déjà – bouleversée.

Tout à vendre?

L'AGCS permet le bradage général des services sociaux de base tels la distribution de l'eau, les soins de santé, l'éducation, l'électricité, les communications... dans la majorité des pays du Nord comme du Sud. Les pouvoirs publics, souvent sous pression d'institutions internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, délaissent de plus en plus leurs responsabilités face à la collectivité et délèguent la gestion des services aux entreprises privées. Une fois aux commandes, ces entreprises souvent multinationales appliquent une seule règle : la loi du libre marché et du profit. Si la tendance actuelle se poursuit, d'ici peu seules les personnes disposant des moyens nécessaires seront susceptibles de se payer l'accès à ces services essentiels.



La Commission européenne joue un rôle central dans les négociations en cours au sein de l'OMC. Elle est un des fers de lance de la politique agressive de libéralisation – et donc de privatisation – des services, l'eau en tête. Et ce n'est pas un hasard : les trois multinationales qui dominent à elles seules le marché mondial de l'eau (Suez, Vivendi, RWE) sont européennes.

Vent contraire

Face à l'AGCS et la perspective de nouvelles négociations, une mobilisation grandissante s'organise. Organisations non-gouvernementales, syndicats, associations et mouvements sociaux se sont regroupés dans notre pays sous le Forum social de Belgique. Ensemble, nous définissons des stratégies et des actions concrètes

à mener conjointement face à la privatisation des services publics.

Nous serons présents lors de la réunion du G8 à Evian. Durant tout l'été, nos équipes de militants, les "water-teams" parcourront les festivals. Le grand rendez-vous de la rentrée est déjà fixé début septembre à Cancun (Mexique) pour la prochaine conférence ministérielle de l'OMC. La présence massive des opposants à la mondialisation de l'exclusion parviendra peut-être à faire de cet événement un "nouveau Seattle".

Si nous avons obtenu en 1999 d'arrêter la dynamique de l'AMI (Accord Multinational sur l'Investissement), nous devons faire de même aujourd'hui pour arrêter l'AGCS. Et nous y veillerons...

Stefaan Declercq

Secrétaire Général d'Oxfam-Solidarité

L'eau nous appartient tous

Maude Barlow et Tony Clarke militent pour la protection de l'eau douce. Bruxelles était leur dernière escale avant Kyoto, où se tenait le Sommet mondial de l'eau. Rencontre.

Respectivement présidente du Conseil des Canadiens et directeur de l'Institut Polaris du Canada, Maude Barlow et Tony Clarke sont militants et activistes convaincus. Tous deux sont impliqués dans différents réseaux tels que le projet Planète Bleue, "Notre monde n'est pas à vendre" ou encore le Forum international sur la mondialisation.

Dans le premier chapitre de votre livre, vous faites un constat alarmant de la situation actuelle de l'eau dans le monde. N'est-ce pas quelque peu exagéré?

Maude Barlow : Non. Notre objectif est effectivement de ne pas ménager le lecteur mais il faut se rendre compte que la situation est grave. Si nous agissons modérément, l'eau ne manquera jamais sur terre. Malheureusement, la tendance actuelle est à l'exploitation intensive des ressources encore disponibles. Les aquifères et les cours d'eau sont pompés sans relâche. L'aquifère d'Ogallala par exemple, la réserve d'eau douce la plus vaste d'Amérique du Nord (plus d'un demi-million de km²), s'épuise 14 fois plus rapidement qu'elle ne se reconstitue. On estime que son volume a déjà diminué de moitié. Des exemples comme celui-ci sont nombreux. Nous gaspillons l'eau douce de la terre à une telle vitesse que les deux-tiers de la population mondiale manqueront d'eau d'ici 20 ans.

Le monde se dessèche. Des régions comme le Moyen-Orient ou le Nord de la Chine sont en crise d'eau. 22 pays africains sont également en crise, sans parler de régions entières de l'Inde ou de villes comme Mexico city. Même aux Etats-Unis, l'Etat de Californie manquera d'eau d'ici une vingtaine d'années. Nous devons reconnaître l'ampleur des conséquences des actes que nous posons.

D'autres chiffres font frémir : l'OMS avance qu'un enfant meurt toutes les 8 secondes d'une maladie hydrique. L'urbanisation réduit la part d'eau potable dans le cycle de l'eau. L'eau de pluie ne peut plus pénétrer dans la terre et s'écoule donc directement dans l'océan. Et il n'y a pas de solution technologique au problème, la dessalination des océans est un leurre.

La solution c'est la protection, la conservation. Nous devons développer une relation fondamentalement différente avec l'eau.

Quel est le plus grand danger qui menace l'eau à l'heure actuelle?

Maude Barlow : Un des principaux dangers est la privatisation des services liés à l'eau. La plupart de nos gouvernements sont déjà engagés dans le processus dit "de Washington" qui affirme que tout peut être solutionné par le marché. Aujourd'hui, presque tout est à vendre. Avant, les accords de commerce concernaient les marchandises ; ils incluent maintenant les soins de santé, l'éducation, les semences, les gènes... et l'eau. Les biens sociaux fondamentaux sont à présent considérés comme des marchandises. Les premières victimes dans tout cela sont évidemment les populations pauvres ou isolées qui n'ont pas les moyens d'y accéder.

Quels sont les moteurs de ce processus?



Maude Barlow: "La plus grande menace pour l'eau? La privatisation..."

Tony Clarke : Nous devons distinguer trois grands acteurs. Tout d'abord, les grandes entreprises de l'eau, ce que nous appelons l'industrie mondiale de l'eau. Elles sont en pleine expansion. Ce créneau est très lucratif puisqu'il concerne les différents services hydriques urbains, l'eau en bouteille, les transferts et les exportations d'eau par pipelines ou par bateaux. Au total, cela représente 3.000 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Citons les entreprises françaises Suez et Vivendi ainsi qu'une troisième basée en Allemagne, RWE. Avec plus de 75% de parts de marché, ces trois multinationales européennes dominent largement le marché de l'eau (distribution et assainissement) dans le monde. D'autres entreprises tentent

également d'acquérir une part du gâteau comme Coca-Cola, Pepsi ou Nestlé (Perrier).

Ensuite, les institutions financières internationales. Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque américaine de développement... Leurs méthodes de financement influencent grandement les politiques des gouvernements du Sud, notamment par l'ajustement structurel. Les gouvernements de ces pays se verront par exemple octroyer un prêt à la condition qu'ils privatisent leur secteur de l'eau. De plus, ces institutions subventionnent indirectement les entreprises privées. Voyez ce qu'il se passe à Buenos Aires notamment.

"La privatisation n'est pas durable. La conservation de l'eau et l'équité sont essentielles. Seuls les gouvernements peuvent garantir cela, pas les entreprises".

Barlow & Tony Clarke



Tony Clarke (droite): "le chiffre d'affaires annuel des multinationales de l'eau est de 3.000 milliards de dollars..."

Enfin, les organisations commerciales internationales, avec en tête l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elles déterminent des règles en matière de protection des services publics qu'elles imposent ensuite aux gouvernements. De nouvelles règles sont actuellement définies au sein de l'Accord général sur le commerce des services, notamment pour l'eau. Fin mars, la Commission européenne a fait une demande à 72 pays (la plupart en voie de développement) d'ouvrir leur secteur de l'eau.

Elle a d'immenses intérêts puisque la plupart des multinationales de l'eau sont européennes. Si ces pays acceptent, ils n'auront plus aucun moyen de réguler et d'organiser leur secteur de l'eau. Lorsque les règles seront instaurées, des sanctions pourront être imposées en cas de non-respect par les

gouvernements. Une fois le train parti, il sera difficile de l'arrêter.

Face à la privatisation, il reste les services publics qui appartiennent aux collectivités et sont dès lors moins soumis à la logique du profit. Mais la lourdeur de leur fonctionnement n'est-elle pas un sérieux handicap?

Maude Barlow : Nous ne disons pas que les gouvernements et leurs services ont fait de l'excellent travail jusqu'ici. Au Canada, nous sommes de grands gaspilleurs d'eau et notre gouvernement ne fait rien pour changer ce mode de consommation. Vous avez aussi probablement entendu parler du récent rapport des Nations-Unies qui classe la Belgique parmi les pays dont l'eau est de moindre qualité. Il faut pourtant investir dans le renforcement des services publics.

Pareil pour les gouvernements des pays en voie de développement qui n'investissent pas assez dans les services sociaux de base pour leur population. Mais la plupart de ces pays ont une dette énorme vis-à-vis de l'Occident et n'ont pas les moyens d'investir dans ces services. Ils sont contraints d'accepter la privatisation pour pouvoir recevoir des fonds supplémentaires.

Si le FMI et la Banque mondiale utilisent des fonds pour encourager les grandes multinationales de l'eau à infiltrer les marchés du Sud, ils pourraient investir la même somme pour développer les infrastructures publiques de ces pays.

La privatisation se trompe car elle ne se base pas sur des concepts durables. Les deux piliers sont la conservation et l'équité. Et cela, seuls les gouvernements peuvent le garantir, pas les entreprises.

Vous vous rendez à Kyoto pour le troisième Forum mondial de l'eau. Quelles leçons tirez-vous de votre participation au Forum précédent?

Tony Clarke : Le deuxième Forum mondial de l'eau a eu lieu à La Haye en 2000. Mais il faut tout de suite faire une précision : ce Forum n'a absolument rien à voir, malgré les apparences, avec un sommet des Nations Unies. Les principaux organisateurs du Forum sont le World Water Partnership et le World Water Council, largement sous contrôle des multinationales de l'eau. Tout ce Forum n'est qu'un simulacre dont l'objectif est l'augmentation de la marchandisation de l'eau et la libéralisation des services qui lui sont liés. En 2000, l'eau y a été définie comme un besoin et non un droit. Bien plus qu'une nuance sémantique, cela signifie la porte ouverte à sa

marchandisation sans plus aucune responsabilité des Etats. La privatisation est en marche.

Avec une petite équipe de militants, nous avons vécu une expérience enrichissante à l'époque. Vu que nous n'avions aucun espace d'expression, nous nous sommes répartis dans l'auditoire lors des séances plénières. Chacun à notre tour, nous avons interpellé les dirigeants des grandes multinationales par des remarques critiques. Cela a provoqué une certaine confusion parmi les 2.000 participants. Nous comptons bien réitérer ce type d'action directe à Kyoto.

Mis à part votre présence dans ces grands événements, comment s'organise la résistance?

Tony Clarke : Nous travaillons en réseau avec de nombreuses organisations et mouvements à travers le monde en lutte pour la même cause. Nous essayons d'identifier et de réunir toutes ces personnes. En juillet 2001, quelque 1.200 personnes se sont réunies à Vancouver pour la conférence "De l'eau pour les gens et la nature". Ce fut un grand événement car des militants du monde entier ont pu se rassembler pour coordonner et renforcer leur lutte.

Maude Barlow : Nous cherchons à rassembler les énergies et les compétences afin de créer un véritable mouvement international de résistance à la privatisation et de défense de l'eau douce. Nous devons défendre nos droits et offrir des alternatives. Nous sommes persuadés qu'un autre monde est possible.

Fabrice Kada

"L'Or Bleu" : un manifeste

Maude Barlow et Tony Clarke signent un ouvrage éclairant pour qui veut mieux comprendre les enjeux actuels de l'eau. Dans "L'Or Bleu", chiffres et nombreux exemples illustrent les mécanismes de la mondialisation de l'économie appliqués au secteur de l'eau mais aussi les conséquences de la privatisation du précieux liquide sur notre vie à tous. Les auteurs ne s'arrêtent d'ailleurs pas à ce constat, ils fournissent également quelques perspectives ainsi que des armes pour résister.

"L'Or Bleu. L'eau, nouvel enjeu stratégique et commercial", Editions Fayard, 2002, 391 pages.



Le Salvador prêt à privatiser son eau

Après les secteurs de l'énergie et de la téléphonie, ceux de l'eau et de la santé sont sur le point d'être privatisés au Salvador. Face à ce nouveau danger, des centaines de milliers d'opposants se mobilisent.

Ana Maria Jovel est responsable du département juridique du Centro de Defensa del Consumidor (Centre pour la défense du consommateur), CDC. Cette organisation est partenaire d'Oxfam-Solidarité depuis 1995. Grâce au soutien de plusieurs Oxfams, comme Novib-Oxfam (Pays-Bas), le centre prépare un projet d'envergure pour la défense des services publics au Salvador. L'eau, essentielle à la vie, occupe une place de choix dans ses revendications.

Différentes coopératives, associations et organisations de femmes ont formé le CDC en 1991 pour défendre les droits des consommateurs. "Au fil des années, la défense des services publics a pris de plus en plus d'ampleur dans notre travail" explique Ana Maria Jovel. "La privatisation est aujourd'hui un sérieux problème pour la population. Nous étudions les tarifs, l'accès, la qualité et la régulation de services publics comme l'eau, l'énergie, la téléphonie. Une partie de nos efforts se concentre sur les soins de santé et la sécurité alimentaire".

Nombreuses plaintes

De grandes réformes économiques ont eu lieu au Salvador dès la fin des années '80. Le Programme de modernisation de l'Etat par exemple – dont l'objectif était de veiller à l'efficacité des services, à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté – a utilisé trois grands remèdes : privatisation des services

publics, octroi de concessions et décentralisation. Dès 1997, la compagnie publique des télécommunications ainsi que la plupart des compagnies de distribution d'électricité étaient entièrement privatisées.

Le consommateur a rapidement été affecté par ces changements. "Depuis l'acquisition des concessions, les entreprises privées ont très peu investi dans les infrastructures" explique Ana Maria Jovel. "La situation de quasi-monopole dans ces secteurs a entraîné une hausse constante des tarifs, sans véritable amélioration de la qualité ou de l'accès au service". Depuis la privatisation, le CDC a enregistré de nombreuses plaintes des usagers. "L'Etat s'est d'ailleurs montré particulièrement inactif dans son rôle de régulation et de protection des consommateurs malgré la création d'un organisme de contrôle gouvernemental en 1992". Actuellement, plus de 40% du salaire minimum est consacré aux services de base (voir graphique).

Nouveaux dangers

Le Centre pour la défense du consommateur se préoccupe actuellement de deux nouvelles menaces de privatisation : les soins de santé et l'eau. Ces derniers mois, Ana Maria Jovel et son équipe ont pris part aux grandes marches citoyennes contre la privatisation du secteur de la santé.

L'eau est devenue un enjeu majeur. "Elle est encore plus essentielle que les autres services. On touche ici à la vie elle-même. Petit à petit se créent en coulisses les

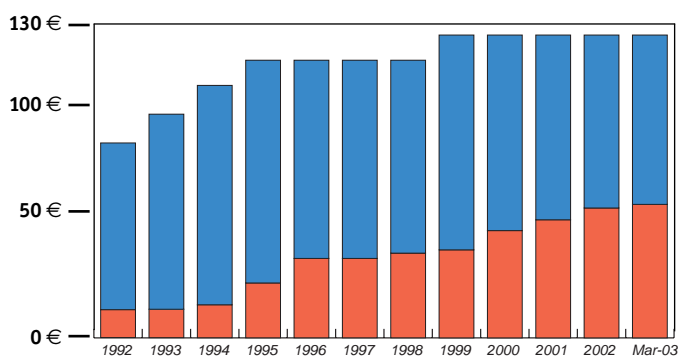


Des milliers de manifestants dans les rues de la capitale San Salvador pour la défense des services publics.

conditions pour permettre sa privatisation. C'est inadmissible. Suite aux nouvelles lois sur l'eau, sa distribution et ses tarifs, définies en ce moment par notre gouvernement, les entreprises privées risquent de se voir ouvrir la porte pour l'octroi de concessions de minimum trente ans pour la gestion de la distribution de l'eau dans les grandes villes du pays".

Face à ces menaces, le CDC multiplie donc les actions au Salvador et ailleurs. Et Ana Maria de conclure : "Ne serait-il pas plus constructif de moderniser les services publics et responsabiliser davantage les entreprises privées?"

Fabrice Kada



Le revenu minimum n'évolue plus depuis maintenant cinq ans. La part de ce montant consacré aux services sociaux de base (en rouge) ne cesse par contre d'augmenter.

Pauvre du Ghana, tu ne boiras pas...

Le Ghana a une dette de 6 milliards de dollars envers son principal bailleur de fonds, la Banque mondiale.

Cette dernière impose au gouvernement une politique stricte en matière de gestion de l'eau.

Dans les grandes villes ghanéennes, la distribution de l'eau a été privatisée. A la campagne, les autorités locales ont toujours le contrôle des services liés à l'eau, mais n'ont aucuns moyens pour les assurer. La Banque mondiale, mais aussi les pays donateurs comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ont fait pression sur le gouvernement ghanéen pour qu'il cède ses services de l'eau à cinq multinationales : Vivendi, Suez-Lyonnaise des eaux, Saur, Biwater et Bechtel. Ces entreprises devaient investir chacune 70 millions de dollars dans la modernisation de ces services mais elles ont refusé de le faire. Finalement, ce montant a été revu à la baisse : il est à présent de 30 millions. Et les entreprises étrangères ne veulent investir que dans les villes, pas à la campagne. "Le résultat

immédiat de cette privatisation" explique Rudolf Amenga-Etago de l'ONG ghanéenne Integrated Social Development Center, "a été une forte hausse des tarifs. Le mètre cube d'eau est passé de 0,10 dollars en 1998 à 0,75 dollars aujourd'hui. Or, la plupart des Ghanéens gagnent moins de 2 dollars par jour. Le salaire minimum est de 1 dollar par jour, ce que beaucoup de travailleurs ne touchent même pas". Les conséquences sont dramatiques. "Je connais une femme du quartier Mamobi dans la capitale Accra" poursuit Rudolf. "Pour elle, l'eau potable est tout simplement impayable. Elle puise l'eau d'une source contaminée et la filtre avec un tissu. A Accra, le nombre de cas de choléra ne cesse d'augmenter. Les femmes et les enfants sont les premières victimes de cette privatisation. Les



Femmes au bord d'un puits. Pour beaucoup, l'eau est devenue quasi impayable au Ghana.

familles doivent à présent épargner pour pouvoir se payer leur eau. Les enfants (et tout d'abord les jeunes filles) ne vont donc plus à l'école. Les femmes et les filles sont souvent sur pied à quatre heures du matin afin de trouver de l'eau bon marché. Pour les employés de l'ancienne entreprise d'eau d'Etat

Ghana Company Limited, la privatisation est une catastrophe : 2.900 d'entre eux ont perdu leur emploi. Et rien n'arrête la spirale de la privatisation : après les services de l'eau du pays, c'est le tour de l'entreprise électrique..."

Wim de Neuter

Un, deux, trois seaux d'eau...

Avelina Paulo a 22 ans et deux enfants.

Elle est mozambicaine et habite le district de Monapo dans le Nord du pays. L'eau est un énorme problème dans cette région reculée.

La capitale du district se trouve à une heure et demi de route en voiture. Avelina Paulo est l'une des représentants de l'organisation paysanne UGCAN, un partenaire d'Oxfam-Solidarité. Elle travaille pour la coopérative

agricole Mucheca et est impliquée activement dans une expérience simple mais importante. Elle expérimente un produit-maison qui protège les haricots, maïs, cassaves et courges qu'elle cultive dans son champ des maladies et des

insectes. L'année dernière, la coopérative a inauguré deux nouvelles pompes à eau. L'occasion d'une grande fête. Ces pompes ont changé le quotidien des habitants.

"Aujourd'hui, tout va beaucoup mieux" déclare Avelina. "Auparavant, nous devions marcher deux heures : le matin avec un seau et le soir avec un autre seau. Nous nous levions à 4 heures du matin et revenions avec de l'eau qui ressemblait à du lait..."

"Maintenant, je n'ai plus que 15 minutes

à marcher et, le matin comme le soir, je peux ramener deux ou trois seaux, même pendant la saison sèche !

Nous payons tous 1000 metical (0,05 euro) pour les pièces de rechange des pompes. De ce côté de la coopérative, il y a certainement 350 maisons. De l'autre côté, environ 1000 autres. Cela fait donc facilement 5.000 personnes pour deux pompes à eau.

Mais pour nous tous, cette eau est essentielle. Grâce à ces deux pompes notre vie quotidienne est devenue un petit peu plus facile".

1... 2... 3... action!



Rejoignez nos water-teams

Trouvez-vous aussi que l'eau n'est pas une simple marchandise, source d'immenses profits pour les entreprises multinationales?

Participez aux water-teams et portez ce message avec nous dans les festivals d'été.

Nous comptons sur vous! Prenez contact avec Marie Moreau au 02/501 67 91 ou par mail à marie.moreau@oxfamsol.be
Plus d'infos : www.oxfamsol.be/fr/eau



Sommet pour un autre monde

Tous à Genève

A l'occasion du sommet du G8, le club des pays industrialisés les plus riches, les altermondialistes organisent un "Sommet pour un autre monde" à Genève, du 29 mai au 1er juin.

Au programme : tribunal de la dette, débats, village alternatif et grande manifestation le 1er juin. Renseignements sur les bus (au départ de Gand, Bruxelles et Eupen) et plus d'infos : CNCD : 0800/30 111 et www.wsf.be



Faites entendre votre voix

Signez la pétition adressée à vos responsables politiques belges. Nous leur demandons de prendre position : l'eau n'est pas à vendre. C'est le message qu'ils doivent défendre à l'Organisation mondiale du commerce.

Retrouvez la pétition en ligne sur www.oxfamsol.be/fr/eau ou renvoyez-nous le coupon page 14.

L'eau, pétrole de demain?

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) organise la privatisation complète des secteurs de tous les services dans le monde.

L'AGCS est le cadre unique d'une gouvernance mondiale effective, basée sur les seules règles de la concurrence commerciale. L'Union européenne (UE) y joue un rôle très agressif comme moteur de la "pétrolisation" de l'eau. Selon elle, l'eau ne peut plus être considérée comme un élément constitutif du patrimoine commun de l'humanité mais comme une marchandise qui doit être traitée à l'instar du pétrole sur les marchés.

Le couteau sous la gorge

La conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de Doha (novembre 2001) a donné une impulsion extrêmement forte à ce processus. Sur proposition de l'UE,



Si on n'y prend garde, tout, le solide comme le liquide, tout sera à vendre et à acheter.

les ministres ont donné un coup d'accélérateur aux négociations sur la mise en œuvre de l'AGCS en ordonnant à chaque Etat de présenter d'abord la liste des services qu'il veut voir libéralisés chez les autres Etats membres de l'OMC et, ensuite, de communiquer la liste des services qu'il s'engage à libéraliser chez lui.

"Aucun Etat n'est obligé d'engager un secteur de services dans un processus de libéralisation" répètent à satiété les défenseurs de l'AGCS, au premier rang desquels se trouve Pascal Lamy, Commissaire européen au commerce. Cette affirmation relève désormais de la théorie, puisque chaque Etat est soumis aux demandes de libéralisation des autres et est lui-même obligé d'*offrir* (c'est le terme utilisé) des secteurs de services au Moloch du libre-échange absolu.

Pas de frein au libre-échange

A terme, si on n'y prend garde, tout, le solide comme le liquide, le minéral, le végétal, l'animal, l'humain et ce que l'humain crée et produit, tout sera à vendre et à acheter. Tout.

A terme, si on n'y prend garde, plus aucun Etat n'aura le droit de mettre en œuvre des politiques spécifiques qui tiennent compte des particularités, des besoins et des priorités nationales ou qui expriment un mode précis de vouloir vivre ensemble. Des choix économiques et fiscaux, des préférences sanitaires, sociales, environnementales et éthiques seront assimilés à des "entraves au commerce". C'est vrai dans les pays riches comme dans les pays en développement. Tous les Etats devront renoncer à leurs législations propres et

soumettre leurs ressortissants aux règles de la concurrence commerciale qui privilégient ipso facto les intérêts particuliers les plus puissants.

Au titre de la transparence, chaque Etat doit fournir l'ensemble de ses législations, réglementations et procédures nationales et locales en rapport avec la fourniture de services. Les USA proposent que ces "mesures" soient soumises à l'OMC avant d'être approuvées par les institutions nationales ou locales compétentes. Un certain nombre d'acteurs politiques européens ne sont pas du tout hostiles à cette proposition comme le démontre la réaction du président de la Région de Bruxelles, François-Xavier de Donnée, à la proposition de privilégier des produits provenant du commerce équitable (entre autres des Magasins du monde-Oxfam) pour les cantines des écoles et des administrations et qui a estimé qu'une telle proposition devait être préalablement soumise à la Commission européenne et à l'OMC.

Les services de l'eau pour cible

Le 30 juin 2002, la Commission européenne, "au nom des peuples d'Europe", a demandé à 109 pays de s'engager à libéraliser un certain nombre de secteurs de services chez eux. Sur ces 109 demandes, 72 pays font l'objet de demandes européennes de libéralisation de l'ensemble des services relatifs à l'eau de consommation et au traitement des eaux usées. Tous les pouvoirs publics sont ciblés, de l'Etat central à la commune. Illustrant son mépris pour les choix démocratiques des peuples, la Commission européenne a spécifiquement demandé à des gouvernements de libéraliser le secteur de l'eau dans des pays où, sous la pression des habitants et des élus, un processus de libéralisation de l'eau engagé par le gouvernement a été, il y a peu, rejeté ou limité : Bolivie, Égypte, Panama, Paraguay. L'eau et les services environnementaux ne peuvent en aucun cas rester un thème de négociations pour l'AGCS. Ils doivent être retirés du cadre de l'OMC. Or, c'est précisément ce que l'UE ne veut pas. C'est la Commission européenne et les quinze gouvernements qui la soutiennent qui portent cette responsabilité et qu'il faut sanctionner. Il n'y a pas de fatalité. Des alternatives existent. Les négociations décidées à Doha peuvent être bloquées ; la mise en œuvre de l'AGCS peut être suspendue. C'est une question de volonté.

Raoul Marc Jennar

Chercheur auprès d'Oxfam-Solidarité et de l'URFIG

AGCS : la machine à privatiser

Signé pour la première fois en 1994, l'Accord Général sur le Commerce des Services est l'un des accords les plus importants au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'AGCS n'est pas un accord de commerce dans le sens traditionnel car il touche aux fondements de notre société. Il place tout le monde devant les choix suivants : accepterons-nous à l'avenir que les services publics (enseignement, soins de santé, distribution d'eau, poste, transports, culture, patrimoine, gestion de l'environnement...) soient tous sous l'emprise de la logique commerciale? Et laisserons-nous l'industrie des services et les experts commerciaux prendre toutes les décisions à ce sujet?



Le Commissaire Pascal Lamy, fervant partisan de la privatisation des services.

Luttes et résistances

Cochabamba : l'eau aux mains du peuple

Depuis plusieurs années émerge une prise de conscience des enjeux liés à l'eau. Partout dans le monde, des citoyens se rassemblent pour lutter contre le vol de leur droit à l'eau.

Cochabamba, troisième ville de Bolivie, 500.000 habitants. En 1999, sans aucune concertation avec les régies de l'eau ou les représentants des usagers, le gouvernement vote une loi de privatisation qui touche la totalité des ressources en eau : captage, distribution, évacuation et traitement. Cette décision fait suite aux nombreuses pressions exercées par la Banque mondiale dont l'objectif est de faire intégralement payer l'eau par les usagers. Elle a même menacé de suspendre son aide si la privatisation de l'eau n'était pas réalisée dans les grandes villes boliviennes.

Hausse des tarifs

Suite à cette loi, la gestion de l'eau est confiée à des filiales de multinationales pour quarante ans : Aguas del Illimani (Suez-Lyonnaise des Eaux) à la Paz, Aguas del Tunari à Cochabamba. Cette

dernière est un consortium international dominé à 55 % par International Water Limited (filiale de Bechtel, l'une des grandes fortunes des Etats-Unis). En quelques mois, les tarifs montent en flèche : la plupart des citoyens voient le montant de leur facture doubler et même tripler. Ils doivent, de plus, payer leur compteur. Dans les campagnes, les propriétaires de puits sont assujettis à la taxe sur les eaux usées. Les paysans doivent à présent payer l'eau d'irrigation. Les plus pauvres doivent désormais choisir entre l'eau et la nourriture. Le salaire mensuel moyen ne dépasse pas les 100 dollars en Bolivie. Or, la facture d'eau qu'ils reçoivent chaque mois est de 20 dollars...

Résistance et répression

Une résistance s'organise rapidement. Elle est dirigée par la "Coordination de défense de l'eau et de la vie" d'Oscar Olivera, qui rassemblent travailleurs, paysans et citoyens touchés par le problème.

Début avril 2000, des milliers de Boliviens marchent sur la ville de Cochabamba, y déclenchent une grève générale et un blocage des transports. On brûle les factures d'eau. Ces manifestations sont sévèrement réprimées : on compte un mort (un jeune de 17 ans) et 175 blessés. Ces événements diffusés à la télévision provoquent un soulèvement général. Des troubles graves éclatent dans cinq départements. Dans plusieurs villes des policiers, mal payés, refusent d'obéir aux ordres. Parallèlement, un travail parlementaire est lancé pour mo-



La résistance de la population de Cochabamba a porté ses fruits...

difier la loi de l'eau. Un soutien international commence à se mettre en place.

Victoire

Cette pression citoyenne entraîne de profonds bouleversements dans le pays. C'est la victoire. Le gouvernement rompt son contrat et la filiale de Bechtel quitte la ville. La gestion de l'entreprise locale d'eau SEMAPA (Servicio Municipal del Agua Potable y Alcantarillado) est confiée aux employés du service et aux habitants de la ville. L'entreprise reçoit un nouveau mandat fondé sur une série de principes d'équité. Pourtant, de nombreux problèmes persistent. Il faut trou-

ver d'autres sources d'alimentation, combler le surendettement de la société d'exploitation et changer le réseau existant. De plus, Aguas del Tunari, associée à la banque ING (qui a repris la BBL en Belgique), exige une compensation de 24,5 millions d'euros pour la rupture de son contrat.

Malgré le travail qu'il reste à fournir, cette gestion directe et participative de l'eau provoque admiration et soutien à travers le monde. Cette résistance est devenue l'un des symboles de la lutte contre la privatisation de l'eau.

Fabrice Kada

Corruption et privatisation à Grenoble

Juillet 1989, le conseil municipal de la ville de Grenoble décide de céder le réseau de distribution et de traitement de l'eau à un opérateur privé dépendant de La Lyonnaise des Eaux (filiale de Suez). Alain Carignon, maire de l'époque, est à l'origine de cette privatisation. Peu après, les tarifs augmentent de manière scandaleuse. Deux organisations, ADES (Association pour la démocratie, l'écologie et la solidarité) et Eau Secours, entreprennent des recherches sur l'accord conclu avec l'entreprise privée. Elles découvrent le pot aux roses : il s'agit d'une transaction malhonnête conclue avec le maire en échange d'une contribution financière à sa campagne électorale. La privatisation est portée en justice. En 1996, Alain Carignon et un cadre supérieur de La Lyonnaise des Eaux sont reconnus coupables de corruption. Octobre 1997, le Conseil d'Etat annule la privatisation de l'eau de Grenoble, jugée illégale. Après plusieurs

rebondissements juridiques, l'entreprise quitte la ville en mars 2000. Les Grenoblois reprennent enfin possession de leurs services d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées. Les hausses de tarifs sont annulées.

eausecours.free.fr
www.france-asso.com/ades

Ailleurs dans le monde, d'autres mouvements se mobilisent pour les mêmes raisons : Afrique du Sud, Uruguay, Etats-Unis, Canada...

Citons également une autre forme de lutte : le 20 mars dernier dans notre pays, le Parlement a voté à l'unanimité une motion de recommandation qui demande au gouvernement belge de militer au sein de l'Union européenne pour un blocage de l'AGCS et d'en exclure tous les services publics, dont l'eau.

De la pensée à l'action

Face à la menace de la privatisation de l'eau, des mouvements sociaux et des intellectuels s'attèlent à définir des alternatives.

Les nombreux défenseurs de l'eau se mobilisent de partout pour l'application de ces solutions.

Après plusieurs années de débats et d'expérience, le mouvement international pour la défense de l'eau semble parvenu à maturité. La déclaration finale du Forum alternatif mondial de l'eau, qui s'est tenu en mars dernier à Florence, définit les principes fondamentaux du mouvement, desquels découlent des propositions concrètes d'action. La mondialisation de l'économie – version néolibéralisme – progresse rapidement. Il est temps d'agir.

Un droit pour tous

Premier principe : l'accès à l'eau est un droit pour tous. Chaque citoyen doit pouvoir disposer d'une quantité et d'une qualité d'eau suffisantes à la vie. Petit à petit, cette exigence de la société civile est reconnue officiellement. En décembre 2002 par exemple, une commission d'experts au sein des Nations-Unies est parvenue aux mêmes conclusions (voir encadré).

Un bien commun

Deuxième principe : l'eau est un bien commun de l'humanité. Ce concept, défini par l'économiste Riccardo Petrella, définit l'eau comme propriété de tous les êtres humains et de toutes les espèces vivantes de la planète. La quantité de l'eau disponible étant limitée, elle ne peut être laissée aux mains d'entreprises privées motivées par le profit. Dès lors, "la propriété, la gestion et le contrôle politique de l'eau doivent être et rester publics, sous la responsabilité directe des pouvoirs publics". Pour cela, la ges-



Manifestation pour le droit à l'eau potable lors du troisième Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 2003).

tion et le contrôle par le secteur public doivent être améliorés.

C'est pourquoi les services publics doivent être exclus des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les participants au Forum alternatif demandent aussi à l'Union européenne de retirer ses requêtes de libéralisation des services essentiels et d'abandonner la préférence donnée à la gestion privée de l'eau. Ils demandent la création de services publics continentaux et mondiaux. Un Service Public Européen, sous contrôle du Parlement européen, pourrait ainsi être créé et financé par l'Union.

Financement public

Troisième principe : le financement des investissements nécessaires pour concrétiser le droit à l'eau potable pour tous doit être assuré par les collectivités publiques (communes, Etats, Unions d'Etats, Communauté mondiale). Pour cela, les signataires proposent la création d'un "système fiscal progressif à finalité redistributive à tous les niveaux, du local au mondial".

Dans ce cadre, il est indispensable de revoir le rôle et le fonctionnement des institutions financières multilatérales (Banque mondiale, Fonds monétaire international...) et de définir de nouvelles institutions de financement coopératif.

Malgré certains avantages à ne pas sous-estimer, le Partenariat Public-Privé (PPP) soulève de nombreuses questions. Face à celui-ci, le Forum alternatif propose un nouveau PPP : le Partenariat Public-Public, c'est-à-dire "le partenariat fondé sur des processus innovateurs de coopération entre institutions et organismes publics, avec la participation directe des citoyens (dans le contexte de la démocratie participative) visant, entre autres, à soutenir et à diffuser de nouvelles expériences d'économie publique et d'économie sociale". Une expérience de ce type a été signée en 2002 entre des partenaires sud-africains et brésiliens.

Démocratie réelle

Quatrième principe : la promotion d'une démocratie participative. "L'alternative à la privatisation de l'eau, c'est la démocratisation de l'eau" lit-on dans la déclaration. Les citoyens doivent participer, sur des bases représentatives et directes, à la définition et à la réalisation d'une politique locale et mondiale de l'eau.

Les signataires appellent à la création d'une Autorité mondiale de l'eau fonctionnant sur des bases démocratiques représentatives. Elle se composerait d'un Parlement mondial de l'eau, d'un Tribunal mondial pour la résolution des conflits liés à l'eau et d'un organisme de contrôle.

Ces alternatives ainsi que plusieurs autres sont actuellement revendiquées aux quatre coins du monde.

Fabrice Kada

Un droit pour tous

"L'eau est une richesse naturelle limitée et un bien public, fondamental pour la vie et la santé (...) Elle doit être considérée comme un bien social et culturel et pas en premier lieu comme un bien économique. La manière dont le droit à l'eau est réalisé doit être durable afin que les générations actuelles et futures puissent en jouir".

Déclaration du Comité des Nations-Unies pour les Droits Economiques, Sociaux et Culturels, E/C.12/2002/11.

Rude concurrence entre agriculteurs

Les négociations sur la libéralisation des marchés agricoles à l'OMC sont dans l'impasse. Loin de se soucier d'un mode de production agricole qui réponde réellement aux besoins des populations du Nord et du Sud, les négociations sont plutôt une foire d'empoigne d'intérêts particuliers nationaux pour la maîtrise des marchés et pour renforcer leur compétitivité internationale. Le terrain se prépare pour que la compétition entre agriculteurs devienne de plus en plus dure et inégale.



Les subventions européennes à l'agriculture ont des répercussions sur les pays en développement.

Les propositions qui sont aujourd'hui sur la table maintiendront des pratiques de vente en dessous des coûts de production (dit de dumping). De plus, elles veulent ôter, au nom du libre marché, la capacité aux Etats de réguler leurs marchés agricoles pour atteindre des objectifs de sécurité alimentaire, emplois ruraux, nourriture de qualité, protection de l'environnement...

Cette régulation est d'autant plus nécessaire parce que par la libéralisation des marchés agricoles, ce sont les prix mondiaux qui deviennent l'étalon universel. Ces prix, anormalement faibles, ne sont

pourtant pas représentatifs des réalités productives et sociales de la très large majorité des producteurs. Comment prétendre d'ailleurs à un étalon universel, alors que producteurs opèrent dans des conditions tant économiques que climatiques très différentes? Malgré cela, l'Union européenne – ainsi que les Etats-Unis par ailleurs – veut maintenir des niveaux d'aides qui lui permettra de maintenir une agriculture compétitive sur les marchés internationaux.

La perspective de Cancún



La société civile surveillera le futur gouvernement avant, pendant et après la conférence de l'OMC.

La conférence ministérielle de l'OMC à Cancun aura lieu début septembre. D'ici là, notre pays connaîtra des élections et la formation d'un nouveau gouvernement. L'occasion pour les mouvements sociaux et les ONG d'interpeller le formateur

et les partis politiques par rapport aux enjeux de Cancún. Après avoir interpellé les partis politiques avant les élections, nous demandons à la nouvelle majorité une position explicite sur l'OMC. Position qui doit se retrouver dans la déclaration gouvernementale.

Ces différentes organisations feront entendre leur vision et des revendications concrètes. Ces positions communes seront envoyées au formateur et aux partis politiques au lendemain des élections. Des actions seront également prévues à la veille de la réunion ministérielle début septembre. Et, de retour de Cancún, nous serons là pour demander au gouvernement ce qu'il a fait des revendications présentées.

Il est nécessaire de revoir la conception globale de l'Organisation mondiale du commerce et de son rôle dans la gouvernance mondiale. Cela n'a pas de sens et pourrait même s'avérer dangereux de continuer à s'embarquer dans l'organisation actuelle du commerce mondial et même d'étendre ses prérogatives sans qu'elle ne contribue à un développement humain durable. La fuite en avant n'est pas une solution.

Unité de la coopération

Selon un sondage effectué l'année dernière, 80% des personnes impliquées activement dans le secteur de la coopération au développement s'opposent dans notre pays aux plans du gouvernement de scinder la coopération belge. Une commission spéciale du Sénat a été créée afin de consulter toutes les parties prenantes. Cette commission n'a toujours pas publié ses conclusions. La majorité du secteur reste contre les plans de défédéralisation du gouvernement Verhofstadt. En même temps, on constate qu'il n'existe aucun consensus au sein de l'actuelle coalition arc-en-ciel sur la manière dont cette éventuelle scission devrait être appliquée.

A quelques jours des élections du 18 mai, il semble qu'aucun parti ne soit prêt à mettre ce dossier sur la table. Par le passé, Oxfam-Solidarité et une série d'autres organisations non-gouvernementales nationales, ont pris diverses initiatives afin d'éviter cette scission. Il faudra donc attendre le résultat des élections et la formation du nouveau gouvernement. Quoi qu'il en soit, les ONG interpellent les partis de la nouvelle majorité et le nouveau gouvernement pour supprimer définitivement la défédéralisation de la coopération au développement de l'agenda politique.

Oxfam-Solidarité continuera à prendre ses responsabilités. A suivre donc...



Le secteur revendique une coopération au développement nationale et unie.

Nos partenaires asiatiques solidaires des Irakiens

Juste avant le déclenchement de la guerre américano-britannique contre l'Irak, une importante délégation de paix asiatique a visité Bagdad. Les participants à cette "mission pour la paix" étaient originaires des Philippines, d'Indonésie, de Thaïlande, de Corée et du Pakistan. Parmi eux, l'organisation partenaire d'Oxfam-Solidarité "Focus on the Global South". Le 12 mars dernier, soit quelques jours à peine avant le début des bombardements, ces pacifistes – représentants syndicaux et membres d'organisations non-gouvernementales – arrivaient dans la capitale irakienne. Par solidarité envers le peuple irakien, certains (dont la délégation de "Volunteers for Peace") ont décidé de rester dans la ville malgré le début des attaques aériennes et terrestres.

Walden Bello, économiste philippin membre de "Focus on the Global South", se remémore cette expérience avec admiration et indignation. "Un jour, nous traversions un des ponts sur le Tigre. Le professeur irakien Abdul Jaffar Jawad nous a alors posé une question à laquelle il était incapable de répondre : pourquoi donc la plus puissante nation in-



Un immeuble de Bagdad après un bombardement américano-britannique.

dustrialisée du monde veut-elle détruire un pays qui est le berceau de l'ancienne civilisation? Pour contrôler la deuxième réserve mondiale de pétrole est un élément de la réponse, mais ce n'est pas suffisant. Pour des raisons stratégiques? Idem. Suite aux pressions de l'entourage fondamentaliste de George Bush? Là aussi il s'agit d'un élément de réponse. Mais il y a plus. Il s'agit de pouvoir. Un

pouvoir nombriliste qui veut montrer son mortel amour propre au monde entier".

Nos partenaires asiatiques ont visité des hôpitaux, des quartiers populaires ainsi que l'université de Bagdad. A l'hôpital Al-Mansour, ils ont été profondément choqués par la situation pénible dans laquelle se trouvaient de jeunes irakiens atteints d'un cancer. Ces enfants étaient

tous destinés à mourir vu le manque de médicaments nécessaires pour leur traitement, suite à l'embargo. La population irakienne se prépare au pire. Une étudiante en Anglais de l'université de Bagdad considère George Bush "mal intentionné". Sur les promesses du président des Etats-Unis de libérer les Irakiens, une jeune femme s'exprime, sarcastique : "Tant d'armées ont déjà envahi notre pays durant ce dernier millénaire. Chacun des envahisseurs nous a dit venir pour nous libérer"...

Le 17 mars, jour où le président Bush a lancé son ultimatum aux autorités irakiennes, les membres de la délégation ont tenu une conférence de presse. Devant les caméras, ils ont vainement appelé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à renoncer à la guerre. Devant des milliers d'Irakiens et étrangers présents, l'artiste coréen Choy Byung Soo a inauguré une impressionnante statue contre la guerre dans le parc de la Liberté de Bagdad. Walden Bello se souvient : "Tous ces Irakiens ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils allaient être bombardés quelques heures plus tard".

L'ONU condamne Israël pour "massacres"

La commission des droits de l'Homme des Nations-Unies a condamné le 13 avril dernier l'Etat d'Israël pour "les massacres perpétrés par ses autorités militaires d'occupation" et "la pratique de 'liquidation' ou d'exécutions extrajudiciaires" à l'encontre du peuple palestinien. Cette résolution était co-parrainée par des pays arabes et musulmans, ainsi que par la Chine et Cuba. 33 pays ont voté favorablement, 15 se sont abstenus et 5 ont voté contre (Etats-Unis, Australie, Canada, Allemagne et Pérou). Le texte dénonce "la dégradation continue" de la situation dans les territoires palestiniens, "les bouclages, les châtiments collectifs, les détentions arbitraires, le siège des villes et villages, le bombardement par l'aviation, les chars et la marine israéliens de quartiers résidentiels, les incursions

dans les villes et les camps, le meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants". L'an dernier déjà, à l'époque de l'occupation du camp de Jénine, les pays européens s'étaient divisés sur une résolution présentée par le même groupe de pays, comportant des termes aussi forts. Des formulations comme celles de "massacres" et de "droit légitime à résister" avaient suscité l'opposition de pays comme l'Allemagne et le Royaume Uni, qui cette année a préféré s'abstenir. La France, la Suède, l'Autriche et la Belgique qui avaient soutenu la résolution de 2002, se sont aussi abstenus, comme la plupart des autres pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest.

Une autre résolution a été présentée par l'Union européenne pour condamner les colonies de peuplement israéliennes, y

compris Jérusalem-Est. Le texte a été massivement adoptée par 50 pour, 2

abstentions (Australie, Costa Rica) et une voix contre (Etats-Unis).



Dans la ville de Jénine dévastée, avril 2002.

oxfam téléx

SOLIDARITÉ POUR L'EAU

Plusieurs organisations (dont 11.11.11, CNCD, IEB, IEW, Oxfam-Solidarité, PROTOS, VODO, WWF...) ont lancé un appel commun pour une vision solidaire et durable pour l'eau dans le monde. Cette déclaration engagée visait particulièrement les décideurs politiques. Retrouvez-la en intégralité sur notre site Internet.

www.oxfamsol.be/fr/eau



UNITING FOR PEACE

Face à la guerre en Irak, Oxfam-Solidarité, Amnesty International et Greenpeace ont relayé un appel pour soutenir l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. 22.000 internautes ont signé le texte.

www.oxfamsol.be/fr/nowar/nowar.htm

CARTABLES POUR LA PALESTINE

Un avion chargé de 40 m³ de matériel scolaire et médical a quitté fin mars le sol belge pour la ville d'Amman en Jordanie. Destination finale du convoi : les territoires occupés en Palestine. Ce matériel avait été recueilli en Belgique grâce à de nombreux bénévoles à l'occasion d'une campagne de solidarité avec le peuple palestinien. Au total, le public a déposé 3238 cartables, 2,5 tonnes de papiers, cahiers, stylos et autres. Le matériel est bien arrivé à destination.



KRAFT EN LIGNE DE MIRE

Bombardement d'e-mails. Manifestations devant les filiales en Belgique et dans de nombreux pays lors de l'Assemblée générale annuelle. Le géant du café Kraft a reçu un message clair : les petits producteurs de café ont droit à une rémunération décente.

www.pouruncommerceequitable.com



IMAGINE ET VOUS

Une vision décalée sur le monde? Un autre projet de société? Lisez "Imagine magazine"! Oxfam-Solidarité est partenaire de ce bimestriel aux idées novatrices.

Abonnez-vous en complétant le formulaire en ligne ou en téléphonant au 04/250 78 78. Vous souhaitez découvrir le dernier numéro? Imagine est en vente en librairie.

www.artema.be/imagine

CUBA LIBRE!



15 mars dernier à la VUB : la journée "Cuba Libre" a réuni public, responsables politiques et conférenciers (dont Aleïda Guevara, la fille du Che). Un cocktail de culture cubaine et de lutte pour la levée du blocus.

www.oxfamsol.be/fr/bacardi

SIGNEZ NOTRE PÉTITION POUR LE DROIT À L'EAU

J'estime que l'eau est un droit humain fondamental, pas une marchandise. Essentielle à la vie et à la santé, l'eau doit rester un bien public accessible à tous, au Nord comme au Sud.

Par conséquent, je demande aux responsables politiques belges de respecter scrupuleusement cette position et d'exclure le secteur de l'eau des négociations internationales sur le commerce des services (AGCS), notamment durant la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tiendra à Cancun en septembre 2003.

Signature :

Nom : _____ Prénom : _____

rue : _____ n° : _____ code postal : _____ localité : _____

e-mail : _____ tél. : _____

Signez de préférence cette pétition directement via notre site Internet : www.oxfamsol.be/fr/eau ou renvoyez-la à : Oxfam-Solidarité / pétition eau - rue des quatre vents, 60 - 1080 Bruxelles.

Oxfam-Solidarité fera parvenir vos demandes aux responsables politiques belges. Les données que vous notez ici sont enregistrées dans notre fichier central afin de vous tenir au courant de nos activités. Elles ne seront ni vendues, ni échangées.



30 ANS DÉJÀ

Anniversaire important ce 20 mai pour le Front Polisario, mouvement de libération du Sahara occidental. L'occasion de rappeler la lutte d'un peuple pour son indépendance face à l'occupation marocaine.



UNE GUERRE OUBLIÉE

Plus de 200 manifestants ont rappelé récemment à Bruxelles les atrocités de la guerre en cours en République démocratique du Congo. Ils ont appelé le gouvernement belge à réagir. Au même moment au Sud-Kivu, une manifestation conjointe a été stoppée par les autorités.

NOUVELLES PUBLICATIONS

En parallèle à ce numéro de Globo, Oxfam-Solidarité publie trois documents d'analyses. Tout d'abord, un dossier spécial sur la menace que l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) fait peser sur l'eau, avec Riccardo Petrella, Martin Khor, Raoul Marc Jennar, Maude Barlow, Tony Clarke... Ensuite, deux dossiers du chercheur Raoul Marc Jennar : "L'AGCS ou comment revenir sur 200 ans de conquêtes politiques et sociales et recoloniser le Sud" et "Les enjeux de Cancún". Ces documents seront bientôt disponibles sur Internet ainsi qu'en version papier. Pour passer commande : redaction@oxfamsol.be ou 02/501 67 58.

www.oxfamsol.be

LA DETTE DU TIERS MONDE



ABOLIR LA DETTE DU TIERS MONDE POUR LIBÉRER LE DÉVELOPPEMENT

ABOLISSONS LA DETTE

La dette des pays du Sud est une profonde injustice! C'est ce que clame la campagne européenne "Abolir la dette du Tiers Monde pour libérer le développement" soutenue chez nous par le CNCd et le CADTM. Pétition, documents, outils pédagogiques et agenda accessibles via le web.

www.abolirladette.org

LA PLUS GRANDE LEÇON

1,3 millions de participants! La Campagne Mondiale pour l'Education a battu le record du monde de la plus grande leçon d'école le 9 avril dernier. Un message fort aux dirigeants de la planète, soutenu par Kofi Annan, pour agir immédiatement pour l'accès à l'éducation pour toutes et tous.



MAGASINS DE SECONDE MAIN OXFAM

Wallonie

- Châtelet** : rue de la Montagne 7, 6200 Châtelet - 071/39 85 97 ma. de 9 à 17h - jeu. de 10-18h (vêtements - informatique - livres)
- Châtelaineau** : rue du chemin de fer 12a, 6200 Châtelaineau - 071/40 13 46 ma. mer. ven. sam. de 10-18h (vêtements - informatique - livres)
- Huy** : rue Montmorency, 2, 4500 Huy - 085/23 32 98 mer. 9-16h, ven. 10-17h, sam. 10-12h et 14-16h (vêtements)
- Liège** : rue de la Casquette 19b, 4000 Liège - 04/223 27 87 lun. au ven. 10-17h, sam. 12-17h (brocante - vêtements - informatique - livres)
- Herstal** : rue Grande Foxhalle 99, 4040 Herstal - 04/240 08 01 lun. 12-16h45, mar. au ven. 10-16h45, sam. 12-16h (brocante - informatique - vêtements - bureaux)
- Liège** : rue St. Léonard 286, 4000 Liège - 0498/19 54 70 lun. au ven. 9-17h (vêtements - brocante)
- Liège** : rue St Séverin 117, 4000 Liège - 04/221 49 58 lun. au ven. 10h30-16h30 (brocante - vêtements - informatique)
- Namur** : chaussée de Louvain 5, 5000 Namur - 081/22 22 22 lun. au ven. 11-18h, sam. 9-14h (brocante - vêtements - informatique - livres)
- Namur** : av. de la Plante 27, 5000 Namur - 081/26 28 38 mar. au ven. 11-18h, sam. 10-15h (informatique)

- Natoye** : rue Bellevue 1, 5360 Natoye - 083/22 01 72 mer. et sam. 10-12h / 13-17h (brocante - informatique - vêtements - livres)
 - Seraing** : rue de la Baume 250, 4100 Seraing - 04/337 29 58 lun. au ven. 10-17h, sam. 12-16h (vêtements - informatique)
 - Taviers** : rue Bas-tige 24, 5310 Taviers - 0497/30 45 53 mar. mer. jeu. 9-17h + 2ème sam. (brocante - vêtements - informatique)
- Bruxelles**
- Anderlecht** : ch. de Ninove 292, 1070 Bruxelles - 02/522 40 70 lun. au ven. 11-17h (vêtements)
 - Bruxelles** : av. de la Toison d'or 46, 1000 Bruxelles - 02/512 87 41 mar. au sam. 10-17h30 - ven. 10-17h (brocante - vêtements - livres)
 - Bruxelles** : place Anneessens 13, - 1000 Bruxelles 02/502 70 79 - lun. au sam. 10h30-17h30 (vêtements)
 - Etterbeek** : av. Malou 45, 1040 Bruxelles - 02/640 09 25 lun. au ven. 11-18h - sam. 11-16h (vêtements - informatique)
 - Forest** : chée de Neerstalle 66, 1190 Bruxelles - 02/332 59 91 lun. au sam. 10-17h (vêtements)
 - Ixelles** : ch. d'Ixelles 254, 1050 Bruxelles - 02/648 58 42 lun. au sam. 10-18h (Bookshop)
 - Molenbeek** : rue de la Colonne, 56 - 1080 Bruxelles - 02/501 67 00 mar. au jeu. 13h30-17h, sam. 10-13h (brocante - livres - vêtements - informatique)
 - Schaerbeek** : place Dailly 6, 1030 Bruxelles - 02/734 10 28 mer. 9-13h, sam. 10-13h + dépôt lun. au sam. 8-16h (vêtements, mobilier de bureau)
 - Schaerbeek** : bd Lambertmont 47, 1030 Bruxelles - 02/215 05 11 mar. au ven. 10-18h - sam. 10-16h (vêtements - informatique)

Vous trouverez aussi dans ces magasins des informations sur les campagnes et les actions d'Oxfam-Solidarité et de ses partenaires.



Oxfam Solidarité

Globo

Périodique trimestriel n° 2
Deuxième trimestre 2003
Rue de Quatre vents 60, 1080 Bruxelles - Belgique
tél: +32 (0)2 501 67 00
fax: +32 (0)2 511 89 19
e-mail : redaction@oxfamsol.be
site Internet : www.oxfamsol.be
Ed. responsable : Stefaan Declercq

Art. 4 Loi 8.12.92 - Arr. Min. 18.03.93.

Oxfam-Solidarité asbl, Rue des Quatre Vents 60 à 1080 Bruxelles, gère de manière autonome une base de données automatisée, afin d'enregistrer les données concernant la gestion des relations avec ses donateurs et sympathisants.

Vous avez le droit de demander toutes les données vous concernant et de les faire modifier le cas échéant. Adressez votre demande écrite à : **Oxfam Fichier donateurs, Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles.**

Pour toute information concernant cette base de données, vous pouvez vous renseigner au **Registre National de la Commission pour la protection de la vie privée, Rue de la Régence 61 1000 Bruxelles.** Oxfam-Solidarité y est enregistrée sous le numéro (000500836).

Crédits

Rédaction : Wim de Neuter, Fabrice Kada, Erik Todts
Ont collaboré : Raoul Jennar, Thierry Kesteloot

Mise en page : Imagine et José Mangano
Photos : Eric de Mildt, Tineke D'haese, Oxfam GB, Reuters

Boutons Oxfam

Participez aux "water-teams"



Prends contact
avec
Marie Moreau
Tél: 02/501.67.91
marie.moreau@oxfamsol.be

Les Water-teams en action!

- Fête de la Musique – Monnaie Bruxelles (21 juin)
- Festival de Dour (10-13 juillet)
- Foire Agricole de Libramont (25-28 juillet)
- Festival Esperanzah Floreffe (2-3 août)
- Les Fêtes du 15 août à Liège (15 août)

Les Water-teams en action!

- Leuvens Wereldfeest (24 mai)
- Fête de la Musique Monnaie Bruxelles (21 juin)
- Rock Werchter (26-29 juni)
- Beach Rock Oostende (5-6 juli)
- Sfinks Festival Boechout (24-27 juli)
- Wereldfeest Hasselt (31 augustus)

One day for another world

Une journée Oxfam-Solidarité aux Gentse Feesten

22 juillet Sint-Jacobsmarkt - Gand
www.oxfamsol.be

Les fruits israéliens ont un goût amer

Refusez l'occupation de la Palestine
N'achetez pas de fruits et de légumes
israéliens

Soutenez la campagne de la Plateforme
d'action Palestine et signez la pétition
www.madeindignity.be



G-8 à Genève

Sommet pour un autre monde
samedi 31 mai

Grande manifestation
pour un autre monde
dimanche 1 juin

info: www.g8-evian2003.org
www.wsf.be



Oxfam
Solidariteit

Vierwindenstraat 60 - 1080 Brussel
02/501 67 00 - www.oxfamsol.be